

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203204]

**7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modèles de déclarations concernant la confection et la livraison des documents électoraux pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L4122-8, § 2, et L4124-2;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, l'article 3;

Vu le rapport du 31 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 28 mai 2018;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 25 mai 2018;

Vu l'avis n° 63.079/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le collège des bourgmestre et échevins peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des électeurs, les registres de scrutin et les lettres de convocation de sa commune.

Le prestataire complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral.

Cette déclaration est établie conformément au modèle 1 ci-annexé.

§ 2. Lorsque le prestataire de service est amené à utiliser directement les données du Registre national, sur base d'un tableau ou d'un support magnétique, il complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. En outre, il s'engage, dans ladite déclaration, à respecter la confidentialité propre au processus électoral.

Cette déclaration est établie conformément au modèle 2 ci-annexé.

**Art. 2.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUSLa Ministre des Pouvoirs locaux,  
du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE**Modèle 1. Déclaration sur l'honneur du prestataire de service en charge de la confection des registres des électeurs, de scrutin et des lettres de convocation**

Le..... 20....

Je soussigné(e)..... agissant en qualité de prestataire de service de la firme..... (nom) située à..... (adresse complète) pour le compte du collège des bourgmestre et échevins de..... (nom de la commune) déclare sur l'honneur avoir été désigné(e) sous la responsabilité du collège des bourgmestre et échevins, pour effectuer, dans les plus brefs délais, la confection ( ) des registres des électeurs, ( )

registres de scrutin, ( ) des lettres de convocations (1) en vue des élections du 14 octobre 2018.

Par cette déclaration, je m'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral.

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »).

(1) cocher la ou les case(s) adéquate(s).

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)**Art. L4122-8 § 1<sup>er</sup>.** Le collège des bourgmestre et échevins peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des électeurs et les registres de scrutin, en respectant les modalités ci-après :

1° le prestataire complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral.

2° lorsque le prestataire est amené à utiliser directement les données du registre national, sur la base d'un tableau ou d'un support magnétique, il complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

3° le prestataire ne peut distribuer les registres aux personnes qui n'ont pas été expressément autorisées par le collège des bourgmestre et échevins à les recevoir.

4° l'impression et la diffusion des registres des électeurs et de scrutin se fait sous la supervision du collège des bourgmestre et échevins. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces registres.

§ 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone fixent conjointement le modèle de déclarations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.**Art. L4124-2** Le collège des bourgmestre et échevins peut confier à un prestataire le soin de confectionner ces convocations, en respectant les modalités prévues à l'article L4122-8, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

L'impression et la diffusion des convocations se fait sous la supervision du collège des bourgmestre et échevins. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces convocations.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 déterminant les modèles de déclarations concernant la confection et la livraison des documents électoraux pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux,  
du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## Modèle 2. Déclaration du prestataire de service, en charge de la confection des registres des électeurs, de scrutin et des lettres de convocation et relative à l'utilisation des données du Registre national

Le..... 20....

Je soussigné(e)..... agissant en qualité de prestataire de service de la firme..... (nom) située à..... (adresse complète) pour le compte du collège des bourgmestre et échevins de..... (nom de la commune) déclare sur l'honneur avoir été désigné(e) sous la responsabilité du collège des bourgmestre et échevins, pour effectuer, dans les plus brefs délais, la confection ( ) des registres des électeurs, ( )

registres de scrutin, ( ) des lettres de convocations (1) en vue des élections du 14 octobre 2018.

Par cette déclaration, je m'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral ainsi que l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »).

(1) cocher la ou les case(s) adéquate(s).

### Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

**Art. L4122-8 § 1<sup>er</sup>.** Le collège des bourgmestre et échevins peut confier à un prestataire le soin de confectionner le registre des électeurs et les registres de scrutin, en respectant les modalités ci-après :

1° le prestataire complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter la confidentialité propre au processus électoral.

2° lorsque le prestataire est amené à utiliser directement les données du registre national, sur la base d'un tableau ou d'un support magnétique, il complète et signe une déclaration sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

3° le prestataire ne peut distribuer les registres aux personnes qui n'ont pas été expressément autorisées par le collège des bourgmestre et échevins à les recevoir.

4° l'impression et la diffusion des registres des électeurs et de scrutin se fait sous la supervision du collège des bourgmestre et échevins. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces registres.

§ 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone fixent conjointement le modèle de déclarations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

**Art. L4124-2** Le collège des bourgmestre et échevins peut confier à un prestataire le soin de confectionner ces convocations, en respectant les modalités prévues à l'article L4122-8, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

L'impression et la diffusion des convocations se fait sous la supervision du collège des bourgmestre et échevins. Celui-ci reste entièrement responsable de l'exactitude et de la correcte distribution de ces convocations.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 déterminant les modèles de déclarations concernant la confection et la livraison des documents électoraux pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux,  
du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203204]

**7. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Muster für die Erklärungen zwecks Herstellung und Lieferung der Wahldokumente im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L4122-8 § 2, L4124-2, L4142-2;

Aufgrund des am 13. Juli 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 3;

Aufgrund des Berichts vom 31. Januar 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

Aufgrund der am 25. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der wallonischen Provinzen ("Association des provinces wallonnes");

Aufgrund des am 17. April 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 63.079/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 - § 1.** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung der Wählerregister, der Wahlregister und der Wahlaufforderungen ihrer Gemeinde anvertrauen.

Der Leistungserbringer füllt eine ehrenwörtliche Erklärung aus und unterzeichnet sie, durch die er sich verpflichtet, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten.

Die Erklärung muss gemäß dem beigefügten Muster 1 aufgestellt werden.

§ 2. Wenn der Leistungserbringer die Angaben des Nationalregisters auf der Grundlage einer Tabelle oder eines Magnetträgers direkt benutzen muss, füllt er eine ehrenwörtliche Erklärung aus und unterzeichnet er sie, durch die er sich verpflichtet, Artikel 16 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einzuhalten. Zudem verpflichtet er sich in der besagten Erklärung, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten.

Die Erklärung muss gemäß dem beigefügten Muster 2 aufgestellt werden.

**Art. 2 -** Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden,  
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

**Muster 1. Ehrenwörtliche Erklärung des Leistungserbringers, der mit der Anfertigung der Wählerregister, der Wahlregister und der Wahlaufforderungen beauftragt ist**

Den..... 20....

Ich Unterzeichnete(r)....., in meiner Eigenschaft als Leistungserbringer der Firma..... (Name), gelegen in..... (vollständige Anschrift) und für Rechnung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von..... (Name der Gemeinde) handelnd, erkläre auf Ehre, unter der Verantwortlichkeit des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bezeichnet worden zu sein, um schnellstmöglich die Herstellung ( ) der Wählerregister, ( ) der Wahlregister, ( ) der Wahlaufforderungen (1) im Hinblick auf die Wahlen vom 14. Oktober 2018 zu gewährleisten.

Durch diese Erklärung verpflichte ich mich, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten.

Unterschrift (mit dem vorangesetzten Vermerk « gelesen und genehmigt »)

(1) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)**Art. L4122-8 § 1.** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung der Wählerregister und der Wahlregister unter Beachtung der nachstehenden Modalitäten anvertrauen:

1° der Leistungserbringer füllt eine ehrenwörtliche Erklärung aus, durch die er sich verpflichtet, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten und unterzeichnet sie.

2° Wenn der Leistungserbringer die Angaben des Nationalregisters auf der Grundlage einer Tabelle oder eines Magnetträgers direkt benutzen muss, füllt er eine ehrenwörtliche Erklärung aus und unterzeichnet er sie, durch die er sich verpflichtet, Artikel 16 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einzuhalten.

3° der Leistungserbringer darf die Register Personen, den durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausdrücklich nicht erlaubt worden sind, diese zu erhalten, nicht ausgeben.

4° Das Drucken und die Verbreitung der Wählerregister und der Wahlregister erfolgen unter der Überwachung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Aufforderungen.

§ 2. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen das Muster der in Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 genannten Erklärungen gemeinsam fest.

**Art. L4124-2.** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung dieser Wahlaufforderungen unter Beachtung der in Artikel L4122-8, § 1, Ziffer 1° und 2° vorgesehenen Modalitäten anvertrauen.

Das Drucken und die Verbreitung der Wählerregister und der Wahlregister erfolgen unter der Überwachung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Aufforderungen.

(1) So wie anwendbar aufgrund des Zusammenabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 zur Festlegung der Muster für die Erklärungen zwecks Herstellung und Lieferung der Wahldokumente im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet beigefügt zu werden

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden,  
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

**Muster 2. Ehrenwörtliche Erklärung des Leistungserbringers, der mit der Anfertigung der Wählerregister, der Wahlregister und der Wahlaufforderungen beauftragt ist, und Erklärung in Bezug auf die Verwendung der Daten des Nationalregisters.**

Den..... 20....

Ich Unterzeichnete(r)....., in meiner Eigenschaft als Leistungserbringer der Firma..... (Name), gelegen in..... (vollständige Anschrift) und für Rechnung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von..... (Name der Gemeinde) handelnd, erkläre auf Ehre, unter der Verantwortlichkeit des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bezeichnet worden zu sein, um schnellstmöglich die Herstellung ( ) der Wählerregister, ( ) der Wahlregister, ( ) der Wahlaufforderungen (1) im Hinblick auf die Wahlen vom 14. Oktober 2018 zu gewährleisten.

Durch diese Erklärung verpflichte ich mich, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten sowie Artikel 16 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art zu beachten.

Unterschrift (mit dem vorangesetzten Vermerk « gelesen und genehmigt »)

(1) Das (die) betreffende(n) Feld(er) bitte ankreuzen

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

**Art. L4122-8 § 1.** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung der Wählerregister und der Wahlregister unter Beachtung der nachstehenden Modalitäten anvertrauen:

1° der Leistungserbringer füllt eine ehrenwörtliche Erklärung aus, durch die er sich verpflichtet, die dem Wahlprozess eigene Vertraulichkeit einzuhalten und unterzeichnet sie.

2° Wenn der Leistungserbringer die Angaben des Nationalregisters auf der Grundlage einer Tabelle oder eines Magnetträgers direkt benutzen muss, füllt er eine ehrenwörtliche Erklärung aus und unterzeichnet er sie, durch die er sich verpflichtet, Artikel 16 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten einzuhalten.

3° der Leistungserbringer darf die Register Personen, den durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausdrücklich nicht erlaubt worden sind, diese zu erhalten, nicht ausgeben.

4° Das Drucken und die Verbreitung der Wählerregister und der Wahlregister erfolgen unter der Überwachung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Aufforderungen.

§ 2. Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen das Muster der in Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 genannten Erklärungen gemeinsam fest.

**Art. L4124-2.** Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann einem Leistungserbringer die Herstellung dieser Wahlaufforderungen unter Beachtung der in Artikel L4122-8, § 1, Ziffer 1° und 2° vorgesehenen Modalitäten anvertrauen.

Das Drucken und die Verbreitung der Wählerregister und der Wahlregister erfolgen unter der Überwachung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums. Dieses bleibt uneingeschränkt verantwortlich für die Genauigkeit und die richtige Verbreitung dieser Aufforderungen.

(1) So wie anwendbar aufgrund des Zusammenabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 zur Festlegung der Muster für die Erklärungen zwecks Herstellung und Lieferung der Wahldokumente im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden,  
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE